

POUR UNE CULTURE EMANCIPATRICE

POUR UN RENOUVEAU DU SERVICE PUBLIC CULTUREL

Les résultats observés à l'occasion du 1^{er} tour des élections professionnelles au sein du ministère de la culture confirment que vous êtes de plus en plus nombreux/nombreuses à accorder votre confiance au syndicalisme de lutte et de transformation sociale porté par notre organisation syndicale. Au vu de ces résultats, SUD Culture Solidaires devrait largement conforter sa place de 3^{ème} organisation au sein de notre ministère. Nous comptons sur les agents concerné-es par l'organisation d'un second tour pour venir confirmer et amplifier ce résultat.

L'existence de ces seconds tours, faute de quorum lors du 1^{er}, ne peut qu'interpeller les organisations syndicales.

Evidemment, nous savons bien qu'à la Culture, comme ailleurs dans la Fonction publique, les compétences des instances consultatives ne sont pas toujours respectées par des directions qui les considèrent trop souvent comme de simples chambres d'enregistrement. Cependant, ce constat ne fait que renforcer l'importance du choix de la représentativité syndicale. En effet, l'efficacité, même limitée, de ces instances est entièrement tributaire de la pugnacité des représentant-es du personnel à batailler pour la prise en compte des droits de celles et ceux qu'ils/elles représentent.

Evidemment, nous n'avons pas réussi à arrêter le rouleau compresseur de la RGPP, même si celui-ci a été quelque temps enrayé. Constat qui peut être étendu aux nombreuses contre-réformes que nous assène jour après jour le gouvernement. Cependant, les revers ne sont jamais que provisoires et ce serait les transformer en défaite en rase campagne que de se réfugier dans l'abstention.

Les différences de pratiques et d'orientations syndicales sont flagrantes, en particulier sur les questions interprofessionnelles qui influent sur notre vie au quotidien : service public, salaires, conditions de travail, retraites, protection sociale... Les offensives gouvernementales et patronales dans ces domaines n'ont fait que renforcer les clivages existants dans le mouvement syndical français entre les organisations qui accompagnent les politiques capitalistes libérales, et celles qui comme SUD Culture (et l'Union syndicale Solidaires dont elle est membre) proposent un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoirs. Voter pour ce courant

syndical, c'est clairement affirmer sa volonté à bloquer la casse sociale actuelle.

VOTONS

Au-delà de ce vote, nous ne pourrons mener ce combat à bien sans vous, sans votre mobilisation.

Sud
CULTURE ET
Solidaires



Des services publics attaqués de toutes parts

La crise actuelle du capitalisme continue de faire des ravages. Les agents de la Fonction publique sont touchés comme l'ensemble des salarié-es, des précaires, des chômeurs/euses et des retraité-es. Dans le même temps, personnels et usagers sont victimes d'une politique de destruction massive des services publics. Les agents du Ministère de la culture subissent, comme les autres, ces attaques : Révision générale des politiques publiques (RGPP), Réforme de l'administration territoriale de l'Etat (RÉATE),



loi sur la mobilité, suppressions de postes, individualisation du pouvoir d'achat, etc.

Suppressions d'emplois massives, restructurations, mouvements obligatoires de personnels, conditions de travail dégradées, action sociale en chute libre... Dans une entreprise privée, on appelle cela un vaste plan social... A nous de ne pas les laisser aller jusqu'à la liquidation !



Une souffrance au travail de plus en plus pesante

Dans le monde du travail, le stress, la dépression ou encore les suicides, sont souvent hâtivement résumés à des cas individuels où la responsabilité est reportée insidieusement sur les victimes. La réalité est tout autre. A l'origine de cette situation, il y a le développement d'un type d'organisation du travail qui génère une dégradation constante des conditions de travail. Le Ministère de la culture n'échappe pas à cette logique : travail à flux tendu, pression hiérarchique, personnels méprisés,



statuts inadaptés et/ou inégalitaires, évaluations individuelles, concurrence interne, destruction des collectifs de travail...

Il est crucial de mener le combat contre une organisation du travail qui repose principalement sur l'individualisation, la précarité, la rentabilité et l'intériorisation de la souffrance... et dans laquelle l'agent n'est plus qu'une variable d'ajustement qu'on pressure au maximum avant de le jeter une fois épuisé !



Emplois en baisse, précarité en hausse !

Alors que de nombreux services et établissements de notre ministère souffrent d'un sous-effectif chronique, les emplois statutaires sont en baisse constante. Le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux ne fait qu'aggraver cette situation. Ces suppressions d'emplois sapent directement l'organisation et les missions du ministère. L'administration propose comme seuls palliatifs le recours croissant à la sous-traitance, la disparition ou la privatisation de certaines missions...



Dans le même temps, elle développe de nouvelles formes de précarité qui se traduisent pour les intéressé-es par des salaires interdisant toute vie sociale décente et l'absence de perspective d'évolution de carrière. Le combat pour imposer des effectifs en rapport avec toutes les missions dévolues au MCC (sans restrictions de celles-ci), l'arrêt du recours à des personnels précaires sur des missions permanentes de l'Etat ainsi que l'intégration de ceux et celles déjà en place sont plus que jamais d'actualité.





Solidaire

Unitaire

Démocratique

SUD Culture : des valeurs au service d'un projet collectif

Notre projet syndical s'articule sur un certain nombre de fondements, dont plus particulièrement :

→ **Un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoirs** dont le champ couvre non seulement l'ensemble du ministère de la culture et de ses établissements sous tutelle mais aussi les secteurs associatifs ou privés de l'éducation populaire, de l'audiovisuel, de la communication, du spectacle vivant, de l'édition, de la création...

→ **Un syndicalisme qui cherche à lier indissolublement la défense des salarié-es, la transformation de la société et l'émancipation des individus** et qui ne se réfugie pas dans la seule défense d'intérêts corporatifs et catégoriels.

→ **Un syndicalisme qui entend donner aux salarié-es l'information la plus complète** et les moyens logistiques qui leur permettront de développer

leurs propres revendications et de porter celles-ci dans les mobilisations ou via les rouages des institutions et instances diverses.

→ **Un syndicalisme qui repose sur la mobilisation, l'action et la négociation comme outils de lutte.** Pour se faire, nous cherchons à réaliser l'unité la plus large des salarié-es et à définir des modes d'action le plus unitaires possibles, aussi bien avec les autres syndicats qu'avec les structures (coordinations, collectifs...) qui peuvent se mettre en place en certaines occasions.

→ **Un syndicalisme au sein duquel nos militant-es ne peuvent bénéficier de décharges de service au-delà d'un mi-temps** afin qu'ils/elles ne soient pas coupés des réalités du monde travail, comme c'est trop souvent le cas dans d'autres organisations syndicales.

SUD Culture : un syndicat en constante progression

Lors du dernier référendum de 2007, SUD Culture a de nouveau progressé pour obtenir 14% des voix et conforter sa place de 3^e organisation syndicale du ministère. Ce résultat, ainsi que ceux obtenus dans les élections qui se déroulent régulièrement pour les CAP, confirment l'intérêt, la confiance et la reconnaissance des agents pour le travail effectué et l'action menée par notre organisation.

Parallèlement, des sections locales ou sectorielles se sont multipliées. Ce développement nous permet de peser plus fortement dans les rapports de force... non seulement face à l'administration, mais aussi vis-à-vis de certains de nos partenaires syndicaux qui se montrent parfois timorés, notamment lorsqu'il s'agit d'impulser et de mener les luttes de terrain indispensables.

SUD Culture : un syndicalisme ancré dans la société

Agir localement contre les décisions que nous subissons sur notre lieu de travail ne peut suffire si, dans le même temps, rien n'est fait pour s'attaquer aux causes premières qui font que celles-ci sont prises. Face aux dégâts du capitalisme qui se manifestent aussi bien dans la précarisation des statuts, la remise en cause du système de protection sociale, l'affaiblissement des services publics, les attaques sur les droits fondamentaux comme la santé, l'éducation ou la culture, les dégradations environnementales ou sanitaires... SUD Culture, comme l'Union syndicale Solidaires (qui regroupe notamment les syndicats SUD), recherche des convergences durables et la construction de mobilisations au-delà des seules composantes syndicales avec des mouvements sociaux qui agissent eux aussi contre le capitalisme. C'est tout le sens de notre engagements aux côtés de tous

les « sans » : sans-travail, sans-logement, sans-papiers... et des autres forces sociales engagées dans la lutte contre la précarité, les exclusions, les inégalités, les discriminations... En effet, les luttes menées par ces différentes structures, telles AC ! (Agir ensemble contre le chômage), DAL (Droit au logement), RESF (Réseau Education sans frontières)... et celles que nous menons au sein de notre propre champ syndical, relèvent à l'évidence d'un seul et même combat.

Montrer que la régression sociale actuelle peut être battue en brèche et que la « désespérance » doit se transformer en mobilisation ; imposer d'autres choix sociaux ; être une véritable force collective d'action, de défense et de solidarité, et de contre-pouvoir : voilà bien ce qui est de la compétence et de la responsabilité du syndicalisme !

**Les valeurs de la culture que nous défendons :
Faisons-les vivre et croître ensemble !
Luttons contre la marchandisation généralisée de la culture !**

Après l'ère de la culture de la marchandisation, c'est aujourd'hui le temps de la marchandisation de la culture : les politiques suivies par les gouvernements successifs consistent, sous couvert de modernisation, à adapter notre société à un processus général de privatisation du bien commun, comme on peut le voir dans l'éducation, la recherche, la santé, l'énergie... et dans la culture.

Cela a pour conséquence de renoncer à l'idée même d'émancipation par la culture pour se tourner uniquement vers les industries culturelles sur fond à la fois de désengagement de l'Etat d'un côté et de soutien renforcé de l'Etat aux industries culturelles, de l'autre. Cette orientation implique à brève échéance la fin même de la notion de service public culturel et la transformation de pans entiers de celui-ci en de simples activités de loisirs, livrés au secteur privé...

Le Président de la République lui-même nous a expliqué que la culture - c'est-à-dire dans son esprit en premier lieu les industries culturelles et médiatiques (le plus souvent du reste intégrées au sein de grands groupes industriels aux activités multiples) - devait constituer le fer de lance de la nouvelle période économique, pour surmonter la crise.

----- **Hélas, la réalité est autre !**

La mise en place de la RGPP (qui s'en prend d'abord à l'administration centrale puis aux établissements publics) n'est que la traduction politique de la volonté idéologique de démanteler le secteur de la culture (tout comme la santé, l'éducation, etc.) en l'attaquant sur tous les fronts, en isolant et en divisant (concentration d'établissements en vue de réaliser des « économies d'échelle », fermeture de certains autres, suppression pure et simple de subventions...).

Sans compter avec le dernier avatar que l'on sait - signe supplémentaire s'il en était besoin de désengagement de l'État - : le retrait annoncé de la clause de compétence générale des collectivités territoriales - qui ont déjà tendance à emboîter le pas au gouvernement en baissant leurs financements - et la suppression de la taxe professionnelle, ce qui aura pour conséquence la réduction des moyens, déjà très largement insuffisants et, au final, des actions et l'emploi culturels en baisse !

Nous sommes entrés dans l'ère de la marchandisation culturelle et de la rentabilité, où la gestion l'emporte sur le politique. Avec ses corollaires habituels (d'autres appelleront ça des dégâts collatéraux !) : fermeture brutale de petits établissements culturels (musées, etc...), remise en cause de la médiation culturelle qui dépendrait à l'avenirdu ministère de l'éducation nationale, tandis que les bibliothèques et médiathèques sont elles aussi attaquées par la réduction de leurs missions ou de leurs actions.

----- **C'est contre cette logique que nous nous battons.**

RÉFÉRENDUM DU PERSONNEL DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

**ENSEMBLE,
IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !**

C'est pourquoi SUD Culture vous invite une nouvelle fois à manifester votre adhésion à la lutte contre la politique de régression sociale du gouvernement en votant - et, ça va mieux en le disant, en votant SUD, parce que vous savez que nous ne transigeons pas !